



**Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine**

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **HALTE À LA CONFISCATION DES LIBERTÉS**

La Délégation de la RADDHO, présente à la marche pacifique de l'Opposition et de la Société civile pour exiger le respect du calendrier électoral et des Institutions de la République, a pu constater le déploiement exceptionnel des forces de l'ordre destiné à marquer la volonté des autorités de réprimer sans ménagement la manifestation. L'effectif des forces de l'ordre aurait pu encadrer et assurer la sécurité de la marche.

C'est ainsi que MM. Ousmane Tanor DIENG, Secrétaire General du Parti Socialiste (Ps), Moustapha NIASS, Secrétaire General de l'AFP, Abdoulaye BATHILY, Secrétaire General de la LD /MPT, tous candidats à la Présidence de la République, de même que Amath DANSOKHO, Secrétaire General du PIT et d'autres leaders de l'opposition et des citoyens, ont été arrêtés et embarqués manu militari après avoir subi des brutalités policières.

A moins d'un mois de l'élection présidentielle et à une semaine de l'ouverture de la campagne électorale, le Sénégal est plongé dans une situation politique confuse, complexe et sans réelle lisibilité qui peut mener, si la Communauté africaine et internationale ne réagit pas vite, vers un véritable naufrage.

Aujourd'hui les manœuvres politiques en cours au sommet de l'État et le processus électoral chaotique amènent certains observateurs à douter sérieusement de la tenue de l'élection présidentielle à la date du 25 février 2007. Les événements politiques au Sénégal nécessitent une réelle proactivité de la Communauté africaine et internationale.

#### **La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) :**

- exprime sa profonde indignation et condamne sans réserve cette répression qui ternit l'image du Sénégal et compromet toute la crédibilité du processus électoral en cours ;
- appelle tous les citoyens à la mobilisation générale pour exiger la libération immédiate et sans condition de tous les leaders arrêtés ;
- appelle tous les citoyens à lutter jusqu'à la dernière énergie pour défendre les libertés fondamentales reconnues et garanties par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et la Constitution du Sénégal ;
- invite tous les démocrates de ce pays à se mobiliser pour barrer la route à la dictature affichée qui risque de placer le Sénégal dans un cycle de violence et de musellement.

Villa N°4024 Amitié II – Allées Seydou Nourou TALL – BP : 15246 Dakar \_ Fann SENEGAL

Téléphone : (221) 865 00 30 – Fax : (221) 824 60 52

E-Mail : [raddho@telecomplus.sn](mailto:raddho@telecomplus.sn) – [obsdh@sentoo.sn](mailto:obsdh@sentoo.sn) - Site web : [www.raddho.africa-web.org](http://www.raddho.africa-web.org)

La délégation de la RADDHO présente au 8eme Sommet de l'Union Africaine a saisi officiellement le Président de l'Union Africaine et celui de la Commission de l'Union Africaine, le Président de la Commission de la CEDEAO, la Délégation de l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Bureau de Liaison de l'Organisation des Nations Unies à Addis Abeba pour les informer de la situation politique grave prévalant actuellement au Sénégal afin qu'ils interviennent rapidement pour le respect des libertés démocratiques, des Institutions de la République et du calendrier électoral.

**Fait à Dakar, le 27 janvier 2007**

**Le Secrétariat Général**